



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des Services de l'État**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2022-29/DCSE/BPE/IC du 21 juillet 2022
autorisant la Société PARCOLOG GESTION à exploiter un bâtiment logistique à
usage d'entreposage et de bureaux situé, zone d'activité économique (ZAE) de la
Barogne sur le territoire de la commune de Moussy-le-Neuf (77 230)**

VU le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

VU la nomenclature des Installations Classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du Président de la République du 14 mai 2019 portant nomination de Monsieur Cyrille LE VÉLY, administrateur civil hors classe, sous-préfet hors classe, Secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

VU le décret du président de la République du 28 août 2020 portant nomination de Monsieur Olivier GERSTLÉ, sous-préfet, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Seine-et-Marne ;

VU le décret du Président de la République du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, Préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') » ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel modifié du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

VU l'arrêté préfectoral n° IDF-2018-12-17-048 du 17 décembre 2018 accordant à la société PARCOLOG GESTION l'agrément institué par l'article R*. 510-1 du code de l'urbanisme ;

VU l'arrêté préfectoral n°21/BC/152 du 21 octobre 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Cyrille LE VÉLY, Secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne et organisant sa suppléance,

VU l'arrêté préfectoral n° 21/BC/153 du 21 octobre 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Olivier GERSTLÉ, sous-préfet, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n°2022/04/DCSE/BPE/IC du 17 janvier 2022 portant ouverture et organisation de l'enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale présentée par la société PARCOLOG GESTION pour l'exploitation d'un bâtiment à usage d'entrepôt et de bureaux dans la zone d'activités de La Barogne à MOUSSY-LE-NEUF (77230) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2022/18/DCSE/BPE/E du 20 juillet 2022 autorisant l'extension de la zone d'activités économiques (ZAE) de la Barogne à Moussy-le-Neuf, portée par la société VERETHRAGNA ;

VU la décision n°2019-DRIEE-SDTTE-2019-074 du 20 mars 2019 dispensant la société PARCOLOG GESTION de réaliser une évaluation environnementale ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine Normandie 2022-2027 adopté le 23 mars 2022 ;

VU la décision n° E22000002/77 du 11 janvier 2022 de Monsieur le premier vice-Président du tribunal administratif de Melun désignant Monsieur Jacky HAZAN, en qualité de commissaire enquêteur pour procéder à l'enquête publique environnementale ayant pour objet la demande d'autorisation environnementale présentée par la société PARCOLOG GESTION relative au projet de réalisation et d'exploitation d'un bâtiment logistique à usage d'entrepôt et de bureaux dans la ZAE de La Barogne à Moussy-le-Neuf (77230) ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du Code de l'Environnement,

VU les avis des services consultés en application de l'article D.181-17-1 du Code de l'Environnement,

VU l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis d'enquête publique réalisé dans les communes de Moussy-le-Neuf et de Vémars ;

VU les publications des 26 janvier 2022 et 16 février 2022 de l'avis d'enquête publique dans deux journaux locaux (« Le Parisien édition de Seine-et-Marne » et « La Marne ») ;

VU les registres d'enquête papier et électronique de l'enquête publique qui s'est tenue du 10 février 2022 au 24 février 2022 inclus et l'avis du commissaire enquêteur formulé dans son rapport du 23 mars 2022 validé le 07 avril 2022 par le tribunal administratif de Melun sans demande de compléments ;

VU les avis réputés favorables des communes de Moussy-le-Neuf, et de la communauté d'agglomération Roissy Pays de France (CARPF), en l'absence de délibération sur cette demande ;

VU l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne ;

VU le rapport de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France en date du 1^{er} juillet 2022 et les propositions de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du 12 juillet 2022 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur par courriel du 15 juillet 2022 ;

VU le courriel de la société PARCOLOG GESTION du 18 juillet 2022 confirmant l'absence d'observations sur ce projet d'arrêté et ses prescriptions ;

CONSIDÉRANT la demande du 09 juin 2020, complétée les 14 octobre 2020, 24 décembre 2020, 26 janvier 2021 et 26 octobre 2021, présentée par la société PARCOLOG GESTION dont le siège social est situé 17 Rue des Tilleuls à VOISINS-LE-BRETONNEUX (78 960), a l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter un bâtiment logistique à usage d'entreposage et de bureaux situé, ZAE de la Barogne sur le territoire de la commune de MOUSSY-LE-NEUF (77 950) ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées a été modifiée par le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 après le dépôt de la demande d'autorisation environnementale de la société PARCOLOG GESTION et que les installations relèvent dorénavant du régime de l'enregistrement au titre de cette rubrique ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article 1 de l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, le service d'incendie et de secours peut, au regard des caractéristiques de l'installation (dimensions, configuration, dispositions constructives...) ainsi que des matières stockées (nature, quantités, mode de stockage...), être confronté à une impossibilité opérationnelle de limiter la propagation d'un incendie ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du Code de l'Environnement, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations,

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, prévues dans le dossier de demande d'autorisation, permettent de limiter les inconvénients et dangers de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

Article premier :

La Société PARCOLOG GESTION, dont le siège social est situé 17 Rue des Tilleuls à VOISINS-LE-BRETONNEUX (78 960), est autorisée à exploiter un bâtiment logistique à usage d'entreposage et de bureaux situé, ZAE de la Barogne sur le territoire de la commune de MOUSSY-LE-NEUF (77 950), selon les prescriptions mentionnées dans l'annexe jointe.

Article 2 :

L'exploitant met en œuvre toutes les mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement prévues dans sa demande d'autorisation environnementale.

Article 3 - Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du Code de l'Environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1. d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
2. d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
3. d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du Code de l'Urbanisme, contre le permis de construire du projet.

Article 4 - Surveillance

L'établissement est soumis à la surveillance de l'Inspection des Installations Classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Article 5 - Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 6 - Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du Code de l'Environnement.

Article 7 – Information des tiers

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'Environnement :

1. Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de MOUSSY-LE-NEUF où elle pourra être consultée,
2. Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de MOUSSY-LE-NEUF pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé à la Préfecture de Seine-et-Marne (Direction de la coordination des services de l'État – Bureau des procédures environnementales – 12, rue des Saints-Pères – 77010 MELUN Cedex) par les soins de Monsieur le Maire de MOUSSY-LE-NEUF,
3. Le présent arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir : VÉMARS (95) et la Communauté d'agglomération Roissy Pays de France (CARPF),
4. Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département de Seine-et-Marne (<https://www.seine-et-marne.gouv.fr>) pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

Table des matières

TITRE 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales.....	8
ARTICLE 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	8
Article 1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation.....	8
Article 1.1.2 - Localisation et surface occupée par les installations.....	8
ARTICLE 1.2 - Nature des installations.....	8
ARTICLE 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	10
ARTICLE 1.4 - Durée de l'autorisation et cessation d'activité.....	11
Article 1.4.1 - Cessation d'activité et remise en état.....	11
Article 1.4.2 - Équipements abandonnés.....	11
ARTICLE 1.5 - Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	11
ARTICLE 1.6 - Objectifs généraux.....	12
ARTICLE 1.7 - Consignes.....	12
TITRE 2 - Protection de la qualité de l'air.....	14
ARTICLE 2.1 - Conception des installations.....	14
Article 2.1.1 - Conduits et installations raccordées.....	14
Article 2.1.2 - Conditions générales de rejets.....	14
ARTICLE 2.2 - Limitation des rejets.....	14
Article 2.2.1 - Dispositions générales.....	14
Article 2.2.2 - Contrôle des rejets canalisés.....	15
ARTICLE 2.3 - Dispositions spécifiques.....	15
Article 2.3.1 - Propreté, émissions diffuses et envols de poussières.....	15
TITRE 3 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	17
ARTICLE 3.1 - Prélèvements et consommations d'eau.....	17
Article 3.1.1 - Origine des approvisionnements en eau.....	17
ARTICLE 3.2 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet.....	17
ARTICLE 3.3 - Dispositions générales.....	17
ARTICLE 3.4 - Conception, aménagement et équipements des ouvrages de rejet.....	19
ARTICLE 3.5 - Limitation des rejets.....	19
Article 3.5.1 - Caractéristiques des rejets.....	19
ARTICLE 3.6 - Surveillance des prélèvements et des rejets.....	20
Article 3.6.1 - Relevé des prélèvements d'eau.....	20
Article 3.6.2 - Contrôle des rejets.....	20
ARTICLE 3.7 - SDAGE Seine-Normandie.....	20
TITRE 4 - Protection du cadre de vie.....	21
ARTICLE 4.1 - Limitation des niveaux de bruit.....	21
Article 4.1.1 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	21
ARTICLE 4.2 - Mesures périodiques des niveaux sonores.....	21
ARTICLE 4.3 - Limitation des Émissions lumineuses.....	21
ARTICLE 4.4 - Insertion paysagère.....	21
TITRE 5 - Prévention des risques technologiques.....	22
ARTICLE 5.1 - Conception des installations.....	22
Article 5.1.1 - Dispositions constructives et comportement au feu.....	22
Article 5.1.2 - Désenfumage.....	23
Article 5.1.3 - Organisation des stockages.....	23
Article 5.1.4 - Étude de ruine.....	24
Article 5.1.5 - Installations électriques.....	24
Article 5.1.6 - Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation.....	24
Article 5.1.7 - Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles.....	24
ARTICLE 5.2 - Dispositifs et mesures de prévention des accidents.....	26
Article 5.2.1 - Localisation des risques.....	26
Article 5.2.2 - Dispositions générales.....	27
Article 5.2.3 - Domaine de fonctionnement sûr des procédés.....	27
ARTICLE 5.3 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	27

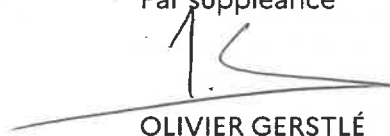
Article 8 : Notification et exécution

- M. le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- M. le Sous-Préfet de MEAUX,
- M. le Maire de MOUSSY-LE-NEUF,
- Mme la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIAT) d'Île-de-France
- Mme. la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIAT) d'Île-de-France,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 21 juillet 2022

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la préfecture
Par suppléance



OLIVIER GERSTLÉ

Destinataires d'une copie :

- M. Arnaud DERNONCOUR, Directeur de la société «PARCOLOG GESTION »
- M. Le Préfet du Val d'Oise,
- M. Le Sous-Préfet de MEAUX,
- MM. Les Maires de MOUSSY-LE-NEUF et VÉMARS (95),
- M. Le Président de la Communauté d'agglomération Roissy Pays de France (CARPF)
- Mme La Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIAT) d'Île-de-France,
- M. Le Chef du département évaluation environnementale du service connaissance et développement durable de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIAT) d'Île-de-France,
- Mme la Cheffe du service interministériel de défense et de protection civile (SIDPC),
- M. Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours (SDIS),
- M. Le Directeur départemental des territoires (DDT – SEPR et STAC),
- La Directrice de la délégation départementale de Seine-et-Marne de l'Agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France.

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

Article 5.3.1 - Moyens de lutte contre l'incendie.....	27
Article 5.3.2 - Norme et mise en service.....	28
Article 5.3.3 - Organisation.....	28
TITRE 6 - Prévention et gestion des déchets.....	30
ARTICLE 6.1 - Prévention et gestion des déchets.....	30
ARTICLE 6.2 - Production de déchets, tri, recyclage et valorisation.....	30
ARTICLE 6.3 - Limitation du stockage sur site.....	30
TITRE 7 - Conditions particulières applicables à certaines installations ET équipements connexes.....	31
ARTICLE 7.1 - Conditions particulières applicables à certaines installations relevant de la rubrique 1510.....	31
ARTICLE 7.2 - Présence éventuelle de locataires de cellules au sein de l'entrepôt.....	31
Article 7.2.1 - Cas 1 : exploitation de l'entrepôt directement par le titulaire de l'autorisation.....	31
Article 7.2.2 - Cas 2 : exploitation de l'ensemble de l'entrepôt par un unique locataire.....	31
Article 7.2.3 - Cas 3 : exploitation de l'ensemble de l'entrepôt par plusieurs locataires.....	31
Article 7.2.4 - Information annuelle.....	32
ARTICLE 7.3 - Conditions particulières applicables au fonctionnement de l'établissement.....	33

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La Société PARCOLOG GESTION (SARL) (SIRET : 530 938 547 00029), dont le siège social est situé 17 Rue des Tilleuls à VOISINS-LE-BRETONNEUX (78 960) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter sur le territoire de MOUSSY-LE-NEUF (77 230), au ZAE de la Barogne (coordonnées Lambert 2 X=618439.07 et Y=2451323.71), les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2 - Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieu dit	Surface
MOUSSY-LE-NEUF	ZK136	Le Petit Marteau	02 ha 01 a 71 ca
	ZK141		05 ha 57 a 54 ca

La surface de l'emprise des travaux ou des aménagements réalisés dans le cadre de l'autorisation est de **76020 m²**.

ARTICLE 1.2 - Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1510-2-b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³	Stockage	Surface d'entreposage : 32 375 m² Volume de l'entrepôt = 430 588 m³ Capacité de stockage : 45 000 t (9 000 t pour chacune des 5 cellules de stockage) <i>Typologies de produits : 1510, 1511,</i>	E

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

			1530, 1532, 2662, 2663-1, et 2663-2	
2910-A-2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	Chaudière Gaz	<p>Puissance thermique de la chaudière gaz : 1,8 MW</p>	DC
2925-1	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW</p>	Accumulateur de charge avec production d'hydrogène	<p>Puissance supérieure à 50 kW</p>	D
2925-2	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :</p> <p>2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/ UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une</p>	Accumulateur de charge sans production d'hydrogène	<p>Puissance supérieure à 600 kW</p>	D

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

	infrastructure pour carburants alternatifs			
1185-2-a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Climatisation	Groupes froids d'une capacité unitaire supérieure à 2 kg. Masse totale supérieure ou égale à 300 kg	DC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2. Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	Bassins d'infiltration puis rejet régulé à 1l/s/ha au réseau de la ZAE de la Barogne	Superficie de la parcelle d'assiette du projet : 7,6 hectares bassin versant amont : 12,26 ha Pour une surface totale de 19,86 hectares	D

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires (gestion informatisée des stocks par rubrique ICPE, harmonisée et globalisée pour l'ensemble du site, connaissance des stocks en temps réels, etc.) afin de pouvoir justifier à tout moment et en toutes circonstances que la situation administrative de l'établissement est bien respectée :

- non atteinte des seuils des régimes de déclaration, enregistrement ou autorisation pour des rubriques non listées dans le tableau visé à l'article 1.2,
- non atteinte du classement « seuil bas » ou « seuil haut » par la règle des cumuls au sens de l'article R. 511-11 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

différents dossiers déposés par l'exploitant ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas.

ARTICLE 1.4 - Durée de l'autorisation et cessation d'activité

Article 1.4.1 - Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : **usage industriel**.

En application de l'article R.181-43 du code de l'environnement, les conditions de remise en état après la cessation d'activité seront les suivantes :

- évacuation ou élimination des produits dangereux et des déchets :
 - vidange des installations et destruction des produits (notamment des produits chimiques, huiles, etc.) en centre de traitement de déchets,
 - vidange des cuves de stockage et enlèvement de celles-ci ou neutralisation,
 - vidange et nettoyage des rétentions,
 - évacuation des déchets résiduels en centre de traitement autorisé,
- Interdiction ou limitation d'accès au site,
- suppression des risques d'incendie ou d'explosion :
 - démontage des équipements,
 - mise en sécurité des circuits électriques,
 - maintien en l'état de fonctionner des utilisés (chauffage, alimentation électrique, climatisation, etc.) après consignation des équipements en arrêt de sécurité,
- Surveillance des effets de l'installation sur l'environnement.

Article 1.4.2 - Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.5 - Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

ARTICLE 1.6 - Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

ARTICLE 1.7 - Consignes

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté,
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation,
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation,
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- la modalités mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

TITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) éventuellement à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée ci-dessous.

ARTICLE 2.1 - Conception des installations

Article 2.1.1 - Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
N° 1	chaudière	1250 kW	Gaz naturel	Production d'eau chaude pour chauffage par aérothermes de l'entrepôt
N° 2	chaudière	1250 kW	Gaz naturel	Production d'eau chaude pour chauffage par aérothermes de l'entrepôt

Article 2.1.2 - Conditions générales de rejets

N° de conduit	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
N° 1	12	0,5	7500	7,5

Les deux chaudières sont raccordées au même conduits et sont susceptibles de fonctionner en simultané.

ARTICLE 2.2 - Limitation des rejets

Article 2.2.1 - Dispositions générales

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 2.2.2 - Contrôle des rejets canalisés

L'exploitant fait réaliser dans les quatre mois suivant la mise en service, puis au moins tous les trois ans, un contrôle des débits rejetés et des teneurs en polluants dans les gaz rejetés à l'atmosphère par les 2 chaudières de l'établissement.

Ce contrôle est effectué selon les modalités définies à l'article 6.3 de l'arrêté du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

ARTICLE 2.3 - Dispositions spécifiques

Article 2.3.1 - Propreté, émissions diffuses et envols de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 3.1 - Prélèvements et consommations d'eau

Article 3.1.1 - Origine des approvisionnements en eau

Les activités ne nécessiteront pas d'eau de process, la consommation d'eau issue du réseau public de distribution d'eau potable sera donc limitée aux besoins sanitaires du personnel et aux opérations de nettoyage. La consommation en eau de la plateforme logistique est estimée à 6 m³/j à partir du réseau public de distribution d'eau potable.

ARTICLE 3.2 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux vannes, etc.

Les eaux pluviales de toitures sont acheminées vers un bassin végétalisé non étanche de 3 005 m³.

Les eaux pluviales de voiries sont acheminées vers la cuve enterrée de 2 457 m³ (commune avec les eaux d'extinction en cas d'incendie) avant d'être traitées par un séparateur d'hydrocarbures et d'être rejetées dans le bassin végétalisé non étanche (commun avec les eaux pluviales de toitures).

Le débit de fuite en sortie du bassin non étanche vers le réseau communal est fixé à 1 l/s/ha.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Nature des effluents	Eaux usées (EU)
Exutoire du rejet	Réseau public des eaux usées
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration de MOUSSY-LE-NEUF
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2
Nature des effluents	Eaux pluviales (EP)
Exutoire du rejet	Bassin non étanche (3 005 m ³) puis rejet régulé vers le réseau communal d'eaux pluviales (19,86 l/s)
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	La Biberonne

ARTICLE 3.3 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage. La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence avant d'être rejetées dans le bassin non étanche du site.

En cas de sinistre, les eaux seront stockées et analysées. Le cas échéant, ces eaux sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.4 - Conception, aménagement et équipements des ouvrages de rejet

Concernant les rejets dans le milieu naturel, les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

Concernant les rejets dans une station d'épuration, les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

ARTICLE 3.5 - Limitation des rejets

Article 3.5.1 - Caractéristiques des rejets

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Sans préjudice de l'autorisation loi sur l'eau accordée pour l'extension de la ZAE de la Barogne et de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public pouvant imposer des

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

valeurs limites d'émission plus contraignantes, les eaux pluviales (point de rejet N° 2) respectent les conditions ci-dessous (avant rejet au milieu considéré) :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;
- l'effluent ne dégage aucune odeur ;
- teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ;
- teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ;
- teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ;
- teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l.

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.

ARTICLE 3.6 - Surveillance des prélèvements et des rejets

Article 3.6.1 - Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.

Article 3.6.2 - Contrôle des rejets

L'exploitant réalise annuellement le contrôle de la qualité des eaux pluviales rejetées aux points de rejets N°2 afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'ouvrages de traitement des eaux pluviales. La liste des paramètres à analyser est précisé à l'article 3.5.1.

ARTICLE 3.7 - SDAGE Seine-Normandie

L'implantation et le fonctionnement de l'installation sont compatibles avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) en vigueur.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

L'exploitant doit être en mesure de démontrer que l'implantation et le fonctionnement de l'installation sont compatibles avec le SDAGE en vigueur.

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

TITRE 4 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

ARTICLE 4.1 - Limitation des niveaux de bruit

Article 4.1.1 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (in- cluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée.

ARTICLE 4.2 - Mesures périodiques des niveaux sonores

Conformément à l'article 24.3 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est réalisée dans les trois mois suivant la mise en service des installations.

Cette mesure est ensuite effectuée tous les 5 ans.

ARTICLE 4.3 - Limitation des Émissions lumineuses

Des dispositifs permettant de limiter les nuisances lumineuses sont mis en place. Les dispositifs d'éclairage sont conçus pour limiter la dispersion lumineuse vers le ciel.

ARTICLE 4.4 - Insertion paysagère

L'aménagement paysager est mis en place conformément au dossier d'autorisation

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

TITRE 5 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

ARTICLE 5.1 - Conception des installations

Article 5.1.1 - Dispositions constructives et comportement au feu

Cellule/ local	Dispositions constructives			
	Local, sol, toiture	Murs et planchers	Portes et fermetures	Parois séparatives
Cellule 1	Structure : minimum R60	Mur séparatif avec la cellule 2 REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures).	Portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120 ou (coupe-feu de degré 2 heures). Ces portes et fermetures EI 120 sont doublées dans les murs REI 240.	Parois séparatives dépassant en toiture d'un mètre et de 0,5 mètre latéralement en façade.
Cellule 2, 3 et 4		Murs extérieurs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures), sauf (i) la façade Ouest REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures) au niveau du local et de la cuve sprinkler, et (ii) la façade Nord constituée en bardage double peau et équipée de portes de quais.		
Cellule 5		Murs extérieurs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures), sauf la façade Nord constituée en bardage double peau et équipée de portes de quais.		
Locaux de charges	Matériaux de classe M0 (incombustibles) Couverture incombustible	Mur séparatif avec la cellule 4 REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures).	Portes EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) à fermeture automatique	Parois séparatives de degré REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures)
Chaufferie	Matériaux de classe M0 (incombustibles) Sol du local incombustibles (classe A1) Structure : minimum R60 Toiture : Broof-T3	Murs séparatifs (avec la cellule 1 et le local de charge) REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures)	Portes intérieures EI120 (coupe-feu de degré 2 heures) à fermeture automatique. Portes donnant vers l'extérieur au moins EI30 (coupe-feu de degré 0,5 heure)	

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

--	--	--	--	--

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.1.2 - Désenfumage

Les modalités de désenfumage présentées dans l'étude de dangers sont mises en œuvre.

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1650m² et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètres, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail.

Un désenfumage naturel de l'entrepôt est réalisé au moyen d'exutoires en toiture, à commandes automatiques et manuelles, représentant au moins 2 % en surface utile de la surface au sol à désenfumer.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

Article 5.1.3 - Organisation des stockages

Les cellules sont susceptibles de stocker des produits combustibles suivant la répartition suivante :

Cellules	Surface	Nombre d'équivalents palettes de marchandises combustibles	Quantité de produits stockés	Usage prévu
1	6 370 m2	12 000 palettes	9 000 t	Zone de préparation de commandes de 15 mètres de large (libre de racks) au niveau des quais de chargement.
2	6 519 m2	12 000 palettes	9 000 t	
3	6 523 m2	12 000 palettes	9 000 t	
4	6 523 m2	12 000 palettes	9 000 t	
5	6 440 m2	12 000 palettes	9 000 t	
TOTAL	32 375 m2	60 000 palettes	45 000 t	Dans la zone de stockage : stockage en masse ou en rack (pas de stockage en vrac).

Dans la zone de stockage, les stockages sont organisés :

- en racks sur 6 niveaux maximum (sol + 5) pour une hauteur limitée à 12,10 mètres,
- ou en masse pour une hauteur limitée à 8 mètres.

Dans la zone de préparation :

- le stockage s'effectue en masse sur deux hauteurs de palettes maximum,
- le stockage de produits n'est pas autorisé en dehors des heures d'exploitation.

Des matières dangereuses susceptibles de relever d'une autre rubrique ICPE autre que celles autorisées peuvent être stockées conformément aux dispositions prévues dans l'étude de dangers, en termes de

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

quantité maximale, de localisation et de mode de stockage (zone grillagée, regroupement, hauteur, rétention) notamment. Ces dispositions sont conformes aux prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017 susvisé et notamment au regard des points 8 (matières dangereuses et chimiquement incompatibles), 9 (conditions de stockage) et 10 (stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux) de son annexe II.

L'organisation mise en place par l'exploitant permet de s'assurer en permanence du respect de ces dispositions, y compris au regard de la « règle de cumul seuil bas » ou « seuil haut » au sens de l'article R. 511-11 du code de l'environnement.

En cas de changement d'usage des cellules l'exploitant en avertira l'inspection conformément à l'article L. 181-14 du code de l'environnement.

Article 5.1.4 - Étude de ruine

Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant effectue et tient à la disposition de l'inspection des installations classées une étude technique démontrant que la construction réalisée permet effectivement d'assurer que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.

Article 5.1.5 - Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Conformément au point 15 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 susvisé, l'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.

Article 5.1.6 - Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Le site dispose de voies d'accès engins et de huit aires de mise en station des moyens aériens au droit de chaque mur coupe-feu et sur chaque façade, sauf pour le mur coupe-feu séparatif entre la cellule 3 et 4 où l'aire Nord de mise en station des moyens aériens est positionnée au droit des bureaux en saillie de la façade.

Article 5.1.7 - Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

I. — Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II.-La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

III. Dispositions spécifiques aux réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

IV. Les tuyauteries doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

V. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules routiers sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

VI. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à la rétention des eaux d'extinction d'incendie est estimé à 1778 m³.

La rétention des eaux d'extinction incendie est assurée par :

- les quais (volume retenu 302 m³) pour un linéaire de quais de 128 m sans que la hauteur de stockage au point le plus haut ne dépasse 20 cm,
- la cuve enterrée de rétention des eaux pluviales de voiries et des eaux d'extinction incendie de 2457 m³ (pour retenir 1476 m³).

L'organisation mise en place par l'exploitant permet de s'assurer de la disponibilité permanente de la cuve enterrée à récolter le volume des eaux d'extinction incendie attendu.

Les eaux d'extinction collectées sont stockées et éliminées vers des filières de traitement des déchets appropriées ou rejetées vers le réseau des eaux pluviales, si les résultats des analyses ne mettent pas en évidence de pollution.

ARTICLE 5.2 - Dispositifs et mesures de prévention des accidents

Article 5.2.1 - Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

Article 5.2.2 - Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

Article 5.2.3 - Domaine de fonctionnement sûr des procédés

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

ARTICLE 5.3 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Article 5.3.1 - Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, et complétés et précisés comme ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets. Ils sont implantés, au minimum, à raison d'un appareil pour 200 m² de surface ;

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

- des robinets d'incendie armés ;
- un système d'extinction automatique à eau de type sprinkler assurant la détection incendie, adapté au risque et au mode de stockage ;
- 7 poteaux incendie avec raccordement DN 150 (au moins 3 poteaux) et DN 100
 - assurant un débit simultané minimum de 420 m³/h pendant 2 heures,
 - alimenté par une réserve d'eau constituée au minimum de 840 m³,
 - présentant des aires de stationnement des engins de 32 m² (8 m x 4 m),
- deux motopompes de 420 m³/h (dont une de secours) pour l'alimentation des poteaux incendie
- un réseau d'incendie maillé .

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Article 5.3.2 - Norme et mise en service

Les poteaux incendie de DN 150 et DN 100 mis en place devront respecter les dispositions suivantes :

- être conforme aux normes NF EN 14339 (février 2006) avec NF EN 14339/CN (décembre 2018) et NF EN 14384 (février 2006) avec NF EN 14384/CN (décembre 2018) ;
- le débit et la pression mesurés individuellement, voire en simultané, sur chaque hydrant ne doivent pas être inférieurs à :
 - 120 m³/h sous 1 bar sans dépasser 8 bars pour les hydrants de DN 150 ;
 - 60 m³/h sous 1 bar sans dépasser 8 bars pour les hydrants de DN 100 ;
- une matérialisation des aires de stationnement des engins (8 m x 4 m) associées à chaque point d'eau incendie. Les aires de stationnement des engins ne doivent pas empiéter sur la largeur libre de la voie engins.

Avant la mise en exploitation de l'installation, l'exploitant devra transmettre à monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours — service risques industriels et DECI – 56 avenue de Corbeil BP 70109 – 77001 MELUN CEDEX, une attestation délivrée par l'installateur des points d'eau faisant apparaître :

- la conformité aux normes NF EN 14339 avec NF EN 14339/CN et NF EN 14384 avec NF EN 14384/CN ;
- le débit et la pression mesurés individuellement, voire en simultané, sur chaque hydrant ne doivent pas être inférieurs à 120 m³/h sous 1 bar pour les hydrants de DN 150 et à 60m³/h sous 1 bar pour les hydrants de DN 100 sans excéder 8 bars ;
- le débit simultané délivré par le réseau d'eau privé : celui-ci résulte de la somme des débits mesurés simultanément sur 3 appareils d'incendie de DN 150 avec un minimum de 120 m³/h par hydrant et un appareil de DN 100 avec un minimum de 60 m³/h ;
- la capacité du réseau à assurer le débit simultané de 420 m³/h pendant une durée de deux heures minimum.

Un exemplaire de ces documents doit également être transmis à monsieur le chef du centre d'incendie et de secours de DAMMARTIN-EN-GOËLE.

Article 5.3.3 - Organisation

L'exploitant établit un plan de défense incendie qu'il tient régulièrement à jour.

Compte tenu de la proximité de l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle, ce plan comprend une procédure d'alerte du groupe ADP, en cas de sinistre sur le site.

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-29/DCSE/BPE/IC du 21 juillet 2022 autorisant la Société PARCOLOG GESTION à exploiter un bâtiment logistique à usage d'entreposage et de bureaux situé, zone d'activité économique (ZAE) de la Barogne sur le territoire de la commune de Moussy-le-Neuf (77 230)

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

TITRE 6 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

ARTICLE 6.1 - Prévention et gestion des déchets

Les déchets sont principalement stockés temporairement dans des équipements de type bennes de tri et compacteur.

ARTICLE 6.2 - Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	15 01 01	Déchets d'emballage (Papier carton)
	15 01 02	Plastique ou En mélange
	15 01 03	Palettes usagées
	20 01 01	Ordures ménagères
Déchets dangereux	13 05 02*	Boues du séparateur d'hydrocarbures
	13 00 00*	Huiles usagées
	15 02 02*	Chiffons souillés
	16 06 01*	Batteries Pb
	16 06 02*	Batteries Ni/Cd

ARTICLE 6.3 - Limitation du stockage sur site

L'exploitant met en place toutes les dispositions permettant de limiter la quantité de déchets entreposés sur le site.

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

TITRE 7 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

ARTICLE 7.1 - Conditions particulières applicables à certaines installations relevant de la rubrique 1510

Compte tenu des résultats présentés dans le dossier de demande d'autorisation, la présente autorisation tient lieu de dérogation :

- à l'article 3.3.1 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, concernant les aires de mises en station des moyens aériens

L'aire de mise en station des moyens aériens Nord (au niveau de la paroi séparative des cellules 3 et 4) est positionnée au droit des bureaux en saillie de la façade Nord des cellules 3 et 4. Les autres aires de mise en station des moyens aériens sont positionnées conformément à l'article 3.3.1 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 susvisé.

ARTICLE 7.2 - Présence éventuelle de locataires de cellules au sein de l'entrepôt

Article 7.2.1 - Cas 1 : exploitation de l'entrepôt directement par le titulaire de l'autorisation

Si la société titulaire de l'autorisation d'exploiter mentionnée à l'article 1.1.1 du présent arrêté exploite directement l'intégralité des cellules d'entrepôt, c'est-à-dire que le personnel présent au sein du site appartient à cette société, alors il n'y a pas de dispositions supplémentaires à respecter au titre du présent article.

Article 7.2.2 - Cas 2 : exploitation de l'ensemble de l'entrepôt par un unique locataire

Si la société titulaire de l'autorisation d'exploiter mentionnée à l'article 1.1.1 du présent arrêté a délégué l'exploitation de l'entrepôt à un unique locataire, le titulaire de l'autorisation doit respecter les dispositions suivantes :

- disposer de convention de droits privés entre le titulaire de l'autorisation et le locataire afin de s'assurer que l'intégralité des dispositions de l'arrêté préfectoral et autres dispositions applicables seront respectées en toutes circonstances,
- la personne physique responsable de l'application du présent arrêté, désignée à l'article 1.7.4 ci-dessous, est tenue de réaliser une fois par trimestre une inspection de l'intégralité du site d'une part, et faire un point avec le responsable du locataire sur les éventuelles difficultés liées à la mise en œuvre de l'arrêté préfectoral d'exploiter et de manière générale des dispositions applicables aux installations.

Article 7.2.3 - Cas 3 : exploitation de l'ensemble de l'entrepôt par plusieurs locataires

Si la société titulaire de l'autorisation d'exploiter mentionnée à l'article 1.1.1 du présent arrêté a délégué l'exploitation de l'entrepôt à plusieurs locataires, le titulaire de l'autorisation doit respecter les dispositions suivantes :

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

- disposer de convention de droits privés entre le titulaire de l'autorisation et le locataire afin de s'assurer que l'intégralité des dispositions de l'arrêté préfectoral et autres dispositions applicables seront respectées en toutes circonstances,
- définir clairement qui gère les parties et équipements communs (système d'extinction automatique d'incendie, bassins de rétention, etc.),
- indiquer dans un document comment le titulaire s'assure qu'une prescription qui implique plusieurs locataires de manière concomitante est respectée (respect de la situation administrative des installations, etc.),
- la personne physique responsable de l'application du présent arrêté, désignée à l'article 1.6.4 ci-dessous, est tenue de réaliser une fois par trimestre une inspection de l'intégralité du site d'une part, et faire un point avec les responsables des locataires sur les éventuelles difficultés liées à la mise en œuvre de l'arrêté préfectoral d'exploiter et de manière générale de l'ensemble des dispositions applicables aux installations.

Article 7.2.4 - Information annuelle

Dans tous les cas de figure précédemment mentionnés, le titulaire de l'autorisation d'exploiter est tenu d'informer chaque année, par courrier, au cours du premier trimestre, l'inspection des installations classées des informations suivantes :

- le choix effectué par le titulaire les modalités d'exploitation du site (entrepôt exploité par le titulaire de l'autorisation ou bien par un ou plusieurs locataires),
- titulaire de l'autorisation :
 - confirmer que la société titulaire de l'autorisation mentionnée au 1.1.1 n'a pas changé,
 - indiquer le nom de la personne physique appartenant à cette société qui est responsable de la bonne application des prescriptions du présent arrêté préfectoral et de manière générale de l'ensemble des dispositions applicables aux installations, et qui sera responsable sur le plan administratif et pénal du non-respect des dispositions applicables,
- Si présence d'un locataire unique (cas 2) : indiquer le nom de la société et son numéro de SIRET,
- Si présence de plusieurs locataires (cas 3), indiquer :
 - le nom des sociétés locataires et leur numéro de SIRET,
 - de manière précise la(les) cellule(s) occupée(s) par chaque locataire,
 - la gestion des parties et équipements communs.

En cas de changement en cours d'année, l'exploitant est tenu d'en informer l'inspection des installations classées avant sa réalisation.

Dans le cadre de l'exploitation des cellules de stockage par un ou plusieurs locataires, il est nécessaire de faire établir un acte authentique précisant les conditions d'utilisation des cellules et notamment l'absence de verrouillage de l'ensemble des portes piétonnes participants à l'évacuation du personnel. Cet acte sera annexé au registre d'entretien des moyens d'intervention. Une copie sera adressée à l'Inspecteur du travail.

ANNEXE 1 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES

ARTICLE 7.3 - Conditions particulières applicables au fonctionnement de l'établissement

Le stationnement des poids lourds n'est autorisé devant les portes que pour les opérations de chargement et déchargement au cours desquelles l'arrêt des moteurs est obligatoire. Une matérialisation au sol interdit le stationnement de véhicules devant les issues de secours et sur les aires de mise en station des engins.

